

à la disposition de la région par l'entremise du Fonds du Canada, lequel est administré localement. Le projet canadien, qui est géré par le Centre international de développement océanographique de Halifax, a un petit bureau à Suva (Fidji), afin d'aider à coordonner la mise en oeuvre et la diffusion de ces activités. Il vient en aide aux États insulaires dans l'exploitation et la gestion de leurs vastes ressources marines.

Au cours du mois de septembre, le Canada a reçu le ministre du Développement économique des Samoa occidentales, M. Tanuvasa Livi, qui est venu au pays en vue de la préparation de la table ronde du Programme des Nations Unies pour le développement consacrée aux besoins de développement de ce pays. À Ottawa, M. Livi a rencontré des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures et de l'ACDI, ainsi que des représentants d'organisations non gouvernementales canadiennes ayant leur siège à Ottawa. En octobre, une visite de même nature a été effectuée par le ministre des Affaires étrangères et des Services judiciaires de Vanuatu, M. Donald Kalpokas, la première d'un ministre du gouvernement de Vanuatu depuis l'accession de ce pays à l'indépendance en 1980. M. Kalpokas a rencontré des hauts fonctionnaires ainsi que des représentants des ONG afin de les sensibiliser aux besoins de développement de son pays.

Asie du Sud

La région de l'Asie du Sud revêt une importance considérable pour le Canada. Au cours de l'année écoulée, il y a eu un certain nombre de développements politiques portant à conséquence pour le Canada, tant de manière générale qu'en ce qui concerne ses relations avec les pays de cette région. Les pays de l'Asie du Sud demeurent parmi les premiers bénéficiaires de l'aide canadienne au développement, et l'une des principales sources d'immigration. Le Canada a de nombreux rapports commerciaux avec les pays de la région en général, et tout particulièrement avec l'Inde, pays qui, en raison de la taille de son marché et de son potentiel de croissance, joue un rôle dominant dans la région.

Les liens étroits qui se sont développés avec l'Inde ces dernières années ont été renforcés par la visite de M. Natwar Singh, ministre d'État aux Affaires extérieures, venu au Canada en mai afin de participer avec M. Clark aux consultations ministérielles annuelles et aux consultations à caractère économique au niveau des hauts fonctionnaires. Les entreprises canadiennes ont remporté certains succès commerciaux en Inde au cours de l'année écoulée, alors que leurs exportations se sont accrues de plus de 40 %. Une réalisation notable a été l'octroi, à une entreprise canadienne, d'un contrat d'une valeur supérieure à 166 millions de dollars en biens et services, lié au projet de mise en valeur du gisement houillier de Rajmahal. Deux missions commerciales, l'une du domaine des télécommunications et l'autre de celui de la technologie de l'espace, se sont rendues en Inde où elles ont recensé un bon nombre de débouchés possibles pour des entreprises canadiennes. En février, 35 entreprises canadiennes ont participé à la huitième Foire commerciale d'ingénierie indienne à New Delhi, à laquelle a également assisté le ministre ontarien des Affaires intergouvernementales.

Tel qu'exigé par les accords de Genève (signés le 15 avril 1988), l'Union soviétique a achevé de retirer ses troupes de l'Afghanistan le 15 février 1989. Cependant, ces

accords ne comportaient aucune disposition en vue d'un règlement politique ou d'un cessez-le-feu. Ainsi, les combats entre le régime de Kaboul et les opposants moudjahiddins se sont poursuivis. Le Canada a répondu à un appel international lancé par le secrétaire général de l'ONU en vue d'apporter un secours humanitaire et une aide économique à l'Afghanistan en contribuant 22 millions de dollars sur une période de deux ans, en plus de l'aide régulière versée à l'intention des réfugiés afghans au Pakistan.

Suite à la mort du président Zia dans un accident d'avion en août 1988, le processus de démocratisation entrepris au Pakistan s'est poursuivi avec la tenue d'une élection en novembre en vue de combler les sièges aux assemblées nationale et provinciales. Au niveau national, le Parti du peuple du Pakistan est ressorti comme principale formation politique de ce pays et son chef, Benazir Bhutto, a été choisie le 2 décembre pour occuper le poste de premier ministre. L'appui du Canada à la restauration d'un gouvernement démocratique représentatif au Pakistan a été communiqué au premier ministre Bhutto dans un message que lui a remis le représentant personnel du premier ministre Mulroney, M. George Hees, au cours d'une visite à Islamabad en janvier. Des missions menées au Pakistan pour y faire la promotion des capacités canadiennes dans les secteurs du pétrole et du gaz et de la production thermique d'électricité ont permis à des entreprises canadiennes de saisir les occasions nouvelles offertes par l'économie pakistanaise sous la direction du premier ministre Bhutto.

Le Bangladesh a connu la pire inondation de son histoire à l'automne de 1988. Les débordements ont couvert plus de 70 % de la superficie du pays et ont laissé 30 millions de personnes sans foyer. Le Canada a réagi rapidement à l'annonce de ce désastre en fournissant des secours d'urgence pour une valeur de 14,5 millions de dollars. À la fin de novembre, ce pays a été frappé par un cyclone qui, à nouveau, a causé des inondations, entraînant des pertes de vie ainsi que des dommages à la propriété et aux récoltes.

Tout au long de l'été de 1988, des millions de Birmans sont descendus dans les rues pour protester pacifiquement et exiger le retour de la démocratie. En septembre, un coup d'État militaire a mis fin à ces démonstrations, se soldant par la mort d'environ 3 000 personnes. M. Clark a condamné le recours à la violence à l'endroit des protestataires et demandé aux dirigeants militaires d'honorer leur promesse de tenir des élections. En mars, les autorités militaires ont annoncé que des élections seraient organisées au printemps de 1990.

La violence entre les communautés et l'agitation politique se sont poursuivies à Sri Lanka, notamment lors de la campagne en vue des élections présidentielles de décembre 1988. L'ancien premier ministre, Ranasinge Premadasa, a été choisi pour succéder au président sortant, M. Jayewardene. Aux élections parlementaires tenues à la mi-février, le gouvernement a été reporté au pouvoir avec une majorité légèrement réduite. L'aide au développement accordée par le Canada à Sri Lanka continue à être axée sur les programmes visant à rejoindre les segments les plus pauvres de la société, grâce aux projets de développement de l'agriculture et des ressources humaines.

Les chefs de gouvernement de sept pays de l'Asie du Sud (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka) se sont rencontrés à Islamabad à la fin de décembre dans le cadre du Quatrième sommet de l'Association pour la coopération régionale en Asie du Sud. Ce sommet, présidé par